




**SAS IMPACT  
CONSULTING**

**Intermédiation Financière | Conseil en Investissement |  
Conseil Fiscal | Formation et renforcement des  
capacités | GPSE**

 : +225 05 05 84 84 32  
[sseydou@sasimpactconsulting.com](mailto:sseydou@sasimpactconsulting.com)  
[sasimpactconsulting.com](http://sasimpactconsulting.com)

**Conseiller, transformer, impacter durablement.**

Au cours de cette analyse, nous ferons une présentation générale du projet d'annexe fiscale avant de faire la synthèse des mesures phares. Elle aborde les conséquences pour les consommateurs et les entreprises et fait des propositions d'amélioration.

## **I- Présentation**

Le **Projet d'Annexe Fiscale 2026** détaille les mesures fiscales proposées dans le cadre du Budget de l'État 2026. Il s'inscrit dans la poursuite des réformes économiques de la Côte d'Ivoire qui vise une **croissance forte, inclusive et redistributive**.

Le projet est élaboré dans un contexte économique national résilient, avec une prévision de croissance de **6,7% en 2026** (contre 6,5% en 2025).


La politique fiscale de l'Annexe Fiscale 2026 est structurée autour de **six axes stratégiques** principaux:

1. **Mobilisation des ressources fiscales** : Extension de la retenue à la source, assujettissement de l'affacturage à la TVA, rationalisation des exonérations fiscales, et taxation des plateformes de commerce en ligne.
2. **Soutien à l'économie** : Incitations fiscales pour les startups numériques, déductibilité des paiements par mobile money, et extension des droits à déduction pour les exploitants agricoles.
3. **Habitat social** : Crédit d'impôt pour les primo-accédants et exonérations fiscales pour la construction de logements économiques.
4. **Fiscalité environnementale** : Réduction des taxes sur certains emballages recyclables.
5. **Simplification et rationalisation** : Aménagement des procédures fiscales, contrôle des prix de transfert, et renforcement des obligations d'identification des bénéficiaires effectifs.



**SAS IMPACT  
CONSULTING**

**Intermédiation Financière | Conseil en Investissement |  
Conseil Fiscal | Formation et renforcement des  
capacités | GPSE**

 : +225 05 05 84 84 32  
[sseydou@sasimpactconsulting.com](mailto:sseydou@sasimpactconsulting.com)  
[sasimpactconsulting.com](http://sasimpactconsulting.com)

**Conseiller, transformer, impacter durablement.**

**Mesures techniques** : Ajustements des taux d'imposition foncière, introduction de droits constatés, et révision des taxes maritimes et pétrolières.

Ces mesures visent, selon la note explicative, à améliorer la compétitivité économique, renforcer la transparence fiscale, et soutenir les objectifs de développement durable du pays.

Notre synthèse porte sur six (6) points.

## **II- Synthèse des Mesures**

### **II-1 Élargissement de l'Assiette Fiscale et Lutte Contre l'Évasion**


- **Taxation des Plateformes Numériques Étrangères (Article 33)** : Institution d'un impôt sur les bénéfices pour les plateformes de commerce en ligne non résidentes (sans installation physique en Côte d'Ivoire) basées sur le critère de la "**présence économique significative**" (chiffre d'affaires 50 millions FCFA). L'impôt est fixé à **30%** sur un bénéfice forfaitairement établi à **10%** du chiffre d'affaires ivoirien. Les plateformes défaillantes verront leur liste publiée trimestriellement.
- **Affacturage (Article 5)** : Les opérations d'affacturage (transfert de créances commerciales à des établissements financiers) sont désormais expressément soumises à la **Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)** au taux de droit commun.
- **Retenue à la Source (Article 1)** : Extension du champ d'application de la retenue à la source (7,5% sur l'Impôt sur les Bénéfices Non Commerciaux) aux **acteurs, figurants et autres intervenants non-salariés** dans les productions radiophoniques, télévisuelles ou cinématographiques.

### **II-2. Rationalisation des Exonérations et Ajustements Sectoriels**



**SAS IMPACT  
CONSULTING**

**Intermédiation Financière | Conseil en Investissement |  
Conseil Fiscal | Formation et renforcement des  
capacités | GPSE**

 : +225 05 05 84 84 32  
[sseydou@sasimpactconsulting.com](mailto:sseydou@sasimpactconsulting.com)  
[sasimpactconsulting.com](http://sasimpactconsulting.com)

**Conseiller, transformer, impacter durablement.**


- **Rationalisation des Exonérations (Article 6)** : Suppression d'exonérations de la TVA sur :
  - Les opérations portant sur les fibres de jute et de sisal.
  - Les aliments pour bétail et animaux de basse-cour, ainsi que les intrants et emballages associés. Ces opérations seront désormais soumises au taux de droit commun de **18%**.

SAS IMPACT CONSULTING



**SAS IMPACT  
CONSULTING**

**Intermédiation Financière | Conseil en Investissement |  
Conseil Fiscal | Formation et renforcement des  
capacités | GPSE**

 : +225 05 05 84 84 32  
[sseydou@sasimpactconsulting.com](mailto:sseydou@sasimpactconsulting.com)  
[sasimpactconsulting.com](http://sasimpactconsulting.com)

**Conseiller, transformer, impacter durablement.**

- **Taxe pour le Développement Touristique (Article 9) :**
  - Élargissement de la taxe aux entreprises relevant du régime de l'**Entrepreneur** et aux **parcs d'attractions et espaces évènementiels**.
  - Relèvement du taux de **1,5% à 2,5%** pour doter le Fonds de Développement Touristique de ressources additionnelles.
- **Taxe sur le Tabac (Article 26) :** Augmentation du tarif minimum de taxation de **20 000 à 25 000 FCFA** les 1000 cigarettes (soit 400 à 500 FCFA le paquet) pour les produits importés d'États non liés à un accord d'union douanière, afin de rétablir une saine concurrence avec les produits locaux.

### **II-3 Réformes de la Fiscalité Locale et Domaine Public**


- **Taxes Locales (Article 15) :** Institution d'une **taxe communale de nuitée** (variant de 500 à 2 000 FCFA par nuitée) pour les clients des hôtels et résidences meublées, affectée aux communes.
- **Redevances du Domaine Public (Article 14) :** Adoption de la **valeur marchande** comme base d'imposition (au lieu de la valeur vénale). Instauration de sanctions spécifiques pour les **stations-service** et revalorisation des amendes pour non-renouvellement des autorisations d'occupation.
- **Financement de l'ANSSI (Article 22) :** Affectation de **2%** du produit de la taxe sur les entreprises de télécommunications et de transfert d'argent à la nouvelle **Agence nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI)** pour lui permettre de mener à bien ses missions de cybersécurité.

La note se poursuit par la présentation détaillée des autres axes et articles (Impôt Foncier, mesures techniques, simplification fiscale, etc.) jusqu'à la page 35.



**SAS IMPACT  
CONSULTING**

**Intermédiation Financière | Conseil en Investissement |  
Conseil Fiscal | Formation et renforcement des  
capacités | GPSE**

 : +225 05 05 84 84 32  
[sseydou@sasimpactconsulting.com](mailto:sseydou@sasimpactconsulting.com)  
[sasimpactconsulting.com](http://sasimpactconsulting.com)

**Conseiller, transformer, impacter durablement.**

## **II-4 Aménagement des Dispositions Relatives à l'Impôt Foncier (Articles 2, 10, 34)**

La réforme de la fiscalité immobilière initiée par les annexes fiscales 2024 et 2025 est poursuivie pour améliorer son rendement.

- **Réduction de l'Impôt sur le Patrimoine Foncier (Article 34) :**
  - Le taux de l'impôt sur le patrimoine foncier des **immeubles bâtis** non utilisés pour l'activité des personnes morales est ramené de **15% à 13%** de la base d'imposition.
  - Le taux de l'impôt sur les **propriétés non bâties** est maintenu à **1%** de la valeur marchande, mais avec un plafonnement de la hausse à payer entre **10% (minimum) et 25% (maximum)** par rapport à l'impôt émis en 2024.
  - La taxe de voirie, d'hygiène et d'assainissement est déterminée sur la base de la valeur marchande au taux de **0,2%**, avec le même plafonnement de la hausse de l'impôt (10% min. et 25% max.) par rapport à 2024.
  - Pour l'impôt sur le patrimoine foncier des propriétés non bâties en cas de bail emphytéotique, le taux est précisé à **0,2%** de la valeur marchande, au lieu de 1%.
- **Mesure Incitative pour l'Habitat Social (Article 2) :** Le dispositif vise à promouvoir l'accès aux **logements à caractère économique et social**. Les mesures précises ne sont pas détaillées au niveau de l'article 2 dans le résumé fourni, mais cet axe stratégique fait partie des priorités.
- **Amende pour Non-Souscription de la Déclaration de Patente (Article 10) :** Une **amende** est instituée pour la **non-souscription de la déclaration de la Contribution des Patentes**.



## **II-5 Soutien à l'Économie et Simplification du paiement des taxes (Articles 7, 36)**

- **Périodicité de Paiement de la Taxe de l'Entrepreneur (Article 36) :**
  - La réforme de la fiscalité des petites et moyennes entreprises (PME) instituait le régime de la Taxe d'État de l'Entrepreneur et de l'Impôt des microentreprises.
  - Le dispositif actuel exige un versement spontané mensuel (au plus tard le 10 de chaque mois) égal au **douzième** du montant annuel exigible. L'Annexe Fiscale propose un aménagement de cette périodicité de paiement pour des raisons de simplification (détails non spécifiés dans l'extrait jusqu'à la page 35).
- **Règles de Déductibilité (Article 7) :** L'Annexe Fiscale apporte des **précisions relatives aux règles de déductibilité** du montant des règlements effectués par **Mobile Money**.
- **Promoteurs Immobiliers (Article 16) :** L'article 7 de l'annexe fiscale 2024 avait limité les avantages des promoteurs immobiliers à l'exonération de la TVA. Il est proposé de **mentionner expressément l'exonération des droits de douane** pour l'acquisition des biens et services nécessaires à leurs programmes immobiliers, car cela n'avait pas été pris en compte dans les articles 355-42 et 355-43 du CGI.


## **II-6 Rationalisation et Mesures Techniques**

- **États Financiers Annuels (Article 21) :**
  - Les contribuables ont l'obligation de transmettre leurs états financiers annuels (bilan, etc.).



**SAS IMPACT  
CONSULTING**

**Intermédiation Financière | Conseil en Investissement |  
Conseil Fiscal | Formation et renforcement des  
capacités | GPSE**

 : +225 05 05 84 84 32  
[sseydou@sasimpactconsulting.com](mailto:sseydou@sasimpactconsulting.com)  
[sasimpactconsulting.com](http://sasimpactconsulting.com)


**Conseiller, transformer, impacter durablement.**

- En pratique, la plupart des états financiers transmis à l'Administration fiscale **ne contiennent pas les notes annexes obligatoires.**
- Il est proposé d'indiquer expressément dans le Code général des Impôts que les **notes annexes sont indissociables des états financiers.**
- Les sanctions correspondant à la non-transmission des états financiers seront appliquées en cas de **non-production ou de production de notes annexes incomplètes.**
- **Contrôle de Comptabilité Informatisée (Article 12) :** Aménagements des dispositions du Livre de Procédures Fiscales en matière de **contrôle de comptabilité informatisée.**
- **Extension du Contrôle Fiscal aux Taxes Locales (Article 17) :**
  - Afin de renforcer l'appui de l'Administration fiscale aux collectivités territoriales (communes, régions) pour des impôts comme la contribution des patentes ou l'impôt foncier, il est proposé d'**autoriser la Direction Générale des Impôts (DGI) à effectuer des opérations de contrôle** sur ces taxes locales.
  - Les sommes rappelées suite à ces contrôles seront recouvrées par le receveur des Impôts.
- **Exigibilité de la TVA par Chèques Spéciaux du Trésor (Article 23) :**
  - L'exigibilité de la TVA payée au moyen des chèques spéciaux du Trésor est actuellement liée à la mise à disposition desdits chèques.
  - Il est proposé de **modifier le dispositif fiscal pour différer l'exigibilité de la TVA** à la mise à disposition des chèques spéciaux du Trésor par le Trésor public.



**SAS IMPACT  
CONSULTING**

**Intermédiation Financière | Conseil en Investissement |  
Conseil Fiscal | Formation et renforcement des  
capacités | GPSE**

 : +225 05 05 84 84 32  
[sseydou@sasimpactconsulting.com](mailto:sseydou@sasimpactconsulting.com)  
[sasimpactconsulting.com](http://sasimpactconsulting.com)

**Conseiller, transformer, impacter durablement.**

- De plus, il est proposé d'autoriser le **remboursement des crédits de TVA** issus d'opérations réglées par chèques spéciaux du Trésor.
- **Information sur les Bénéficiaires Effectifs (Article 21) :** Les contribuables devront joindre à leurs états financiers annuels le **formulaire d'identification de leurs bénéficiaires effectifs mis à jour.**


Toutes ces mesures auront des conséquences pour les consommateurs et les entreprises.

SAS IMPACT CONSULTING



**SAS IMPACT  
CONSULTING**

**Intermédiation Financière | Conseil en Investissement |  
Conseil Fiscal | Formation et renforcement des  
capacités | GPSE**

 : +225 05 05 84 84 32  
[sseydou@sasimpactconsulting.com](mailto:sseydou@sasimpactconsulting.com)  
[sasimpactconsulting.com](http://sasimpactconsulting.com)

**Conseiller, transformer, impacter durablement.**

### **III- Conséquences de l'annexe fiscale 2026**

Les principales répercussions pour les consommateurs sont liées à l'augmentation possible du prix de certains biens de consommation courante et des services d'hébergement. Cependant propriétaire pourront bénéficier d'un crédit d'impôt foncier par rapport à l'année 2024.

#### **III-1- Pour les consommateurs : Augmentation des Coûts**

- **Produits Agricoles et d'Élevage** : La suppression de l'exonération de la TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) sur les **aliments pour bétail, animaux de basse-cour, et les intrants associés** entraînera une augmentation du coût de production pour les éleveurs. Cette hausse pourrait être **répercutée sur le prix final** de la viande, de la volaille et des œufs pour les ménages.
- **Tabac** : L'augmentation du tarif minimum de taxation du tabac importé (de 20 000 à **25 000 FCFA** les 1000 cigarettes) se traduira par une **hausse directe du prix des paquets de cigarettes** importées.
- **Hébergement et Voyages** : L'institution d'une nouvelle **taxe communale de nuitée** (variant de **500 à 2 000 FCFA** par nuitée) pour les clients des hôtels et des résidences meublées augmentera le **coût des séjours** pour les voyageurs nationaux et internationaux.
- **Impôt Foncier (Article 34)**  
Plafonnement de la hausse de l'impôt sur les propriétés non bâties et de la taxe de voirie entre **10% (minimum) et 25% (maximum)** par rapport à 2024.


#### **III-2 Pour les entreprises**

Les entreprises feront face à une charge administrative et fiscale accrue dans certains secteurs, compensée par des simplifications et des incitations dans d'autres.



**SAS IMPACT  
CONSULTING**

**Intermédiation Financière | Conseil en Investissement |  
Conseil Fiscal | Formation et renforcement des  
capacités | GPSE**

 : +225 05 05 84 84 32  
[sseydou@sasimpactconsulting.com](mailto:sseydou@sasimpactconsulting.com)  
[sasimpactconsulting.com](http://sasimpactconsulting.com)

**Conseiller, transformer, impacter durablement.**

### **III-2-1 Impact sur l'Économie Numérique**

- **Services Numériques** : La nouvelle imposition des **plateformes de commerce en ligne étrangères** (30% sur un bénéfice forfaitaire de 10% du CA local) pourrait entraîner le **transfert de cette charge fiscale** vers les entreprises ivoiriennes qui utilisent ces plateformes ou, indirectement, vers le consommateur final.

### **III-2-2 Augmentation des Charges et Coûts Opérationnels**

- **Secteur Agricole et Élevage** : Les entreprises de production d'aliments pour animaux et d'intrants, ainsi que les éleveurs, subiront une augmentation des coûts suite à l'assujettissement de leurs opérations à la **TVA au taux de 18%**.
- **Secteur Touristique et Événementiel** : L'élargissement de la **Taxe pour le Développement Touristique** aux entreprises de régime de l'Entrepreneur, aux parcs d'attractions et aux espaces événementiels, avec un taux relevé de **1,5% à 2,5%**, augmentera la pression fiscale sur ces activités.
- **Financement des Entreprises** : Le fait de soumettre les opérations d'**affacturation** à la **TVA** augmentera le coût des transactions de gestion de trésorerie pour les entreprises qui recourent à cette solution.

Tous les signaux ne sont pas au rouges, certains allègements ont été prévus pour les entreprises et les particuliers (impôt foncier)


### **III-2-3 Simplification et Soutien Ciblés**

- **Secteur Immobilier (Positif)** : L'Annexe Fiscale prévoit de **mentionner expressément l'exonération des droits de douane** pour l'acquisition de biens et services nécessaires aux programmes immobiliers. Ceci représente une **réduction des coûts d'investissement** pour les promoteurs et devrait encourager l'offre de logements.



**SAS IMPACT  
CONSULTING**

**Intermédiation Financière | Conseil en Investissement |  
Conseil Fiscal | Formation et renforcement des  
capacités |GPSE**

 : +225 05 05 84 84 32  
[sseydou@sasimpactconsulting.com](mailto:sseydou@sasimpactconsulting.com)  
[sasimpactconsulting.com](http://sasimpactconsulting.com)

**Conseiller, transformer, impacter durablement.**

- **Petites Entreprises (Entreprenant) :** La proposition d'un **aménagement de la périodicité de paiement** de la Taxe de l'Entreprenant vise une **simplification administrative** pour les petites structures.
- **Paielements Électroniques :** Les **règles de déductibilité** du montant des règlements effectués par **Mobile Money** seront précisées, apportant une **sécurité juridique** bienvenue pour l'intégration de ce mode de paiement.

Afin d'atteindre ses objectifs, la DGI renforce ses moyens de contrôles.

#### **III-2-4 Renforcement des Contrôles et Transparence**

- **Rigueur Administrative :** L'obligation de joindre les **notes annexes** aux états financiers et la menace de sanctions en cas d'omission ou d'incomplétude augmentent la **rigueur comptable** pour toutes les personnes morales.
- **Transparence des Affaires :** Les entreprises devront également fournir le **formulaire d'identification de leurs bénéficiaires effectifs mis à jour**, renforçant la lutte contre le blanchiment et la fraude.
- **Extension du Contrôle Fiscal :** L'autorisation donnée à la Direction Générale des Impôts (DGI) d'effectuer des **opérations de contrôle sur les taxes locales** (Patente, Impôt Foncier) augmente le **risque de contrôle fiscal** pour les entreprises et les contribuables.

#### **IV- Proposition d'amendements de l'annexe fiscale 2026**

Afin d'améliorer la mise en place des dispositions prévues, nous proposons les amendements suivants :


##### **IV-1 Taxation des Plateformes Numériques Étrangères (Article 33)**

**Mesure Proposée :** Imposition à 30% sur un bénéfice forfaitaire de **10%** du chiffre d'affaires (CA) réalisé en Côte d'Ivoire.



**SAS IMPACT  
CONSULTING**

**Intermédiation Financière | Conseil en Investissement |  
Conseil Fiscal | Formation et renforcement des  
capacités | GPSE**

 : +225 05 05 84 84 32  
[sseydou@sasimpactconsulting.com](mailto:sseydou@sasimpactconsulting.com)  
[sasimpactconsulting.com](http://sasimpactconsulting.com)

**Conseiller, transformer, impacter durablement.**

#### **Proposition d'Amélioration :**

- **Différencier la Taux Forfaitaire** : Le bénéfice forfaitaire de **10%** peut être arbitraire et potentiellement trop bas pour certains services numériques à marge élevée. Il serait plus équitable d'établir des **taux forfaitaires différenciés** (par exemple, 5% pour le commerce de gros, 15% pour les services de courtage ou de publicité) ou d'exiger des déclarations basées sur la **ventilation des coûts mondiaux** (méthode dite du *formulary apportionment*) pour les grandes plateformes, afin de s'approcher davantage du bénéfice réel généré localement.
- **Éviter la Double Imposition** : Clarifier les mécanismes d'ajustement pour éviter que cette taxe ne conduise à une double imposition si la plateforme est déjà taxée sur ses bénéfices dans son État de résidence, conformément aux accords internationaux.

#### **IV-2 Rationalisation des Exonérations (TVA Agricole/Élevage) (Article 6)**

**Mesure Proposée** : Suppression de l'exonération de la TVA sur les **aliments pour bétail et autres intrants d'élevage**, les soumettant au taux de **18%**.


#### **Proposition d'Amélioration :**

- **Taux Réduit Cible** : Au lieu d'appliquer le taux standard de 18%, ce qui risque d'entraîner une **hausse des prix à la consommation** (viande, œufs) et de pénaliser les éleveurs locaux, il serait préférable d'introduire un **taux de TVA réduit (par exemple 9% ou 5%)** spécifiquement pour les intrants d'élevage et les produits agricoles de base. Cela permet de maintenir un certain niveau de recettes tout en minimisant l'impact inflationniste et le risque de régression sociale.



**SAS IMPACT  
CONSULTING**

**Intermédiation Financière | Conseil en Investissement |  
Conseil Fiscal | Formation et renforcement des  
capacités |GPSE**

 : +225 05 05 84 84 32  
[sseydou@sasimpactconsulting.com](mailto:sseydou@sasimpactconsulting.com)  
[sasimpactconsulting.com](http://sasimpactconsulting.com)

**Conseiller, transformer, impacter durablement.**

- **Compensation Directe** : Mettre en place un **mécanisme de subvention ciblée** pour les petits éleveurs enregistrés, afin de neutraliser l'impact de la TVA sur leurs coûts de production.

#### **IV-3 Fiscalité Touristique et Locale (Articles 9 et 15)**

**Mesures Proposées** : Augmentation du taux de la Taxe pour le Développement Touristique de **1,5% à 2,5%** (Article 9) et instauration d'une **Taxe Communale de Nuitée** (500 à 2 000 FCFA) (Article 15).

##### **Proposition d'Amélioration :**

- **Affectation Spécifique (Taxe de Nuitée)** : S'assurer que les recettes de la nouvelle **Taxe Communale de Nuitée** soient intégralement et visiblement affectées à **l'amélioration des infrastructures touristiques et de l'assainissement** dans les zones concernées. La transparence de l'utilisation des fonds est essentielle pour obtenir l'adhésion des acteurs locaux.
- **Exonération des Logements Économiques** : Exempter les **hôtels et résidences proposant des nuitées à bas prix** (par exemple, en dessous d'un certain seuil) de la Taxe de Nuitée, afin de ne pas pénaliser le tourisme local et l'hébergement pour les populations à faible revenu.

#### **IV-4 Réforme de l'Impôt Foncier (Article 34)**

**Mesure Proposée** : Plafonnement de la hausse de l'impôt sur les propriétés non bâties et de la taxe de voirie entre **10% (minimum) et 25% (maximum)** par rapport à 2024.


##### **Proposition d'Amélioration :**

- **Clarification du Mécanisme** : Le plafonnement à la fois du minimum (10%) et du maximum (25%) complexifie la communication et peut sembler arbitraire. Il est essentiel d'expliquer comment cette fourchette sera appliquée. Proposer une



**SAS IMPACT  
CONSULTING**

**Intermédiation Financière | Conseil en Investissement |  
Conseil Fiscal | Formation et renforcement des  
capacités | GPSE**

 : +225 05 05 84 84 32  
[sseydou@sasimpactconsulting.com](mailto:sseydou@sasimpactconsulting.com)  
[sasimpactconsulting.com](http://sasimpactconsulting.com)

**Conseiller, transformer, impacter durablement.**

**hausse progressive unique et claire** (par exemple 15% par an) pour les cinq prochaines années, en lien avec une **amélioration visible des services communaux** (voirie, assainissement) pour justifier l'effort.

- **Incitation à la Mise en Valeur** : Accorder une **exonération temporaire (3 à 5 ans)** de l'Impôt sur les propriétés non bâties pour les propriétaires qui s'engagent à construire un logement à caractère social ou économique sur leur parcelle, alignant ainsi la fiscalité sur l'objectif d'habitat social.

### **III-5 Mesures de Rationalisation et de Contrôle (Articles 12, 17, 21)**

**Mesures Proposées** : Rendre les **notes annexes** indissociables des états financiers sous peine de sanction (Article 21) et autoriser la DGI à contrôler les **taxes locales** (Article 17).

#### **Proposition d'Amélioration :**

- **Simplification pour les PME** : Créer un **modèle simplifié de notes annexes** pour les Petites et Moyennes Entreprises (PME) relevant des régimes fiscaux simplifiés. L'obligation de fournir un document complexe alourdit inutilement la tâche des petites entreprises et génère un risque d'erreurs, plutôt que de fraude.
- **Partage de Recettes (Taxes Locales)** : S'assurer que les collectivités territoriales reçoivent une **partie des amendes et des rappels fiscaux** générés par les contrôles de la DGI sur les taxes locales. Cela inciterait les communes et régions à collaborer activement avec la DGI dans la lutte contre la fraude locale.
- **Assistance Technique** : Accompagner la réforme du **Contrôle de Comptabilité Informatisée** (Article 12) par une phase de **formation gratuite et obligatoire** pour les entreprises, afin qu'elles puissent se conformer aux nouvelles exigences sans pénalités immédiates.